## Discours à l'occasion du dîner d'État avec M. XI Jinping, président de la République populaire de Chine

(le 26 mars 2014 à Paris)



Le Président François HOLLANDE — Monsieur le Président, Madame, A travers vous, c'est la Chine que la France accueille, aujourd'hui, en ami. Un pays riche d'un milliard trois cent millions d'habitants, un pays héritier d'une grande civilisation, un pays qui a toujours ébloui la France par ses arts, un pays devenu la deuxième puissance économique du monde, avec des réformes qui ont été engagées continument depuis 30 ans.

Ici même, il y a 50 ans, le Général de GAULLE reconnaissait la République populaire de Chine. Il avait eu ces mots : « la Chine, c'est un Etat plus ancien que l'Histoire». Ce qui signifiait que la Chine devait être reconnue pour elle-même, au-delà de son régime, au-delà des contradictions d'un moment. Reconnaitre la Chine, c'était surmonter l'affrontement des blocs, c'était préférer le dialogue à la confrontation. Reconnaitre la Chine, c'était surtout faire le choix de l'avenir.



Monsieur le Président, en souvenir de ce grand évènement, vous avez décidé de venir en France pour votre première visite d'Etat en Europe. A votre tour, c'est vous qui avez choisi la France. Et nous y sommes sensibles. Votre séjour s'inscrit dans la célébration du 50ème anniversaire de la reconnaissance, par la France, de la Chine populaire et de l'établissement de nos relations diplomatiques. Plus de 300 manifestations ont eu lieu pour célébrer ce moment et cet acte, aussi bien en Chine qu'en France – des manifestations économiques, universitaires, scientifiques et le plus souvent culturelles.

Je remercie tous les partenaires, tous les mécènes pour leur contribution à ces festivités. Ils sont présents, ici ce soir, à ce dîner d'Etat. Je salue tout particulièrement Alain MERIEUX qui avait pris cette initiative.

Monsieur le Président, hier, vous étiez à Lyon. Les liens de cette ville avec la Chine sont anciens, tissés – si je puis dire – par le commerce de la soie et prolongés au XXème siècle par la présence d'illustres étudiants qui sont devenus, des décennies plus tard, les dirigeants de la Chine. Je pense à DENG Xiaoping, ZHOU Enlai et au Marechal CHEN Yi.

Demain, Monsieur le Président, vous serez à l'Arc de Triomphe, pour rendre hommage au Soldat inconnu. La France n'oublie pas les 140 000 travailleurs chinois, venus soutenir notre effort national pendant la Grande guerre. 3 000 ont d'ailleurs décidé, au lendemain de ce terrible conflit, de s'installer dans notre pays. Ici, j'ai une pensée pour toute la communauté chinoise qui vit en France.

Demain, vous irez à l'UNESCO, pour marquer votre attachement qui est aussi le nôtre, à la diversité culturelle, à la pluralité du monde et à ce que nous devons faire pour préserver l'héritage de nos civilisations.

Demain enfin, nous serons à Versailles. C'est en effet à Versailles que Louis XIV avait décidé d'envoyer des missionnaires – en fait des scientifiques, ce qui n'est pas incompatible – auprès de l'Empereur KANGXI. La confiance que les Chinois ont accordée aux Français de l'époque s'est prolongée, aujourd'hui encore, à travers une coopération universitaire et scientifique exceptionnelle.

Nous avons décidé, Monsieur le Président, de poursuivre le partenariat stratégique, conclu en 1997 entre nos deux pays, et de lui donner une ampleur nouvelle. D'abord, notre première ambition est d'agir ensemble pour la paix dans le monde. C'est ce que nous faisons en Asie, en Afrique, au Proche Orient face à de nouvelles menaces : la prolifération nucléaire, le terrorisme. Nous défendons des principes communs : l'intégrité territoriale, la souveraineté des Etats, l'indépendance nationale. Je remercie la Chine pour le soutien qu'elle a apporté à la France dans son action au Mali. Je salue d'ailleurs la participation, c'est peu connu, de soldats chinois à la force des Nations-Unies pour ramener la sécurité dans ce pays. La Chine appuie également nos efforts humanitaires en Centrafrique, parce que la Chine s'est mobilisée depuis longtemps pour la sécurité et le développement du continent africain.

Notre deuxième ambition, c'est de faire face aux grands enjeux planétaires et d'y répondre, là encore, ensemble. Le G20 est une enceinte internationale de coordination économique qui, pour nous, peut être un instrument de la régulation des échanges, de la finance et plus largement qui peut permettre une gouvernance économique mondiale. La Chine s'y est investie depuis des années. Je souhaite qu'elle puisse organiser très prochainement un sommet du G 20 sur son sol.

Nous avons aussi, face à l'enjeu du climat, décidé d'y répondre de la même manière. La Chine soutient la France dans la préparation de la Conférence sur le climat qui se tiendra la fin de l'année 2015. Nous n'avons pas le droit d'échouer. La France,

comme la Chine, aura à prendre ses responsabilités. Nous avons connu en France, comme en Chine, des pics de pollution, sans doute avec des ampleurs différentes. Nous sommes conscients de ce que le dérèglement du climat peut provoquer dans nos pays respectifs. Nous aurons donc à cœur de faire réussir la Conférence sur le climat.

Enfin, l'ambition que nous portons, dans le cadre du partenariat stratégique, c'est de donner toute sa force à la relation bilatérale entre nos deux pays. L'année dernière, nous avons décidé de donner une ampleur nouvelle à cette relation. La France veut rééquilibrer son commerce extérieur avec la Chine. Il y a de quoi faire puisque c'est un déficit de 26 milliards d'euros que nous sommes obligé de constater depuis plusieurs années. C'est pourquoi, la France a vocation à exporter plus en Chine et à y investir davantage.

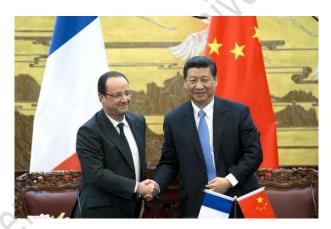
Je remercie toutes les personnalités qui s'y emploient, aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique. Les résultats sont là : nos coopérations traditionnelles sur le nucléaire civil et sur l'aéronautique se sont renforcées sur ces derniers mois. D'autres projets ont pu aboutir dans des domaines nouveaux : l'agroalimentaire, la santé, le développement urbain, les nouvelles technologies et l'automobile...

Pour l'automobile, un accord historique a été conclu entre PSA PEUGEOT CITROËN et DONGFENG. L'Etat français y a pris également sa part. Ce n'est pas n'importe quel accord, ce n'est pas n'importe quel investissement, ce n'est pas n'importe quel secteur. C'est pourquoi cette relation nouvelle, dans le cadre de ce grand champion industriel à l'échelle internationale, annonce d'autres partenariats. La Chine doit investir en France parce que c'est un marché attractif, parce que c'est aussi un marché qui permet l'accès à l'Europe toute entière.

Il y a également le tourisme. Un million cinq cent mille Chinois visitent la France. C'est beaucoup et, en même temps, c'est trop peu si l'on songe aux un milliard trois cent mille Chinois qui n'ont pas tous encore découvert la France! A travers ce dîner d'Etat, s'il est bien retransmis partout en Chine, ils auront – j'en suis sûr – envie de suivre les pas du Président chinois et de son épouse!

Nous devons tout faire pour accélérer ces mouvements, les faciliter. C'est la raison pour laquelle, avec le ministère des Affaires étrangères, nous avons fait en sorte que les visas puissent être accordés dans des délais plus courts. Comment comprendre que des Chinois qui veulent venir en France, qu'ils soient chefs d'entreprise, étudiants, chercheurs ou touristes ne puissent pas le faire de manière simple ?

La France et la Chine, je le rappelais, sont deux grands pays, de taille différente, de population différente. Mais elles ont un point commun parmi d'autres : la culture. Vous-même, Monsieur le Président, vous connaissez très bien notre pays. Je pensais vous faire découvrir Versailles... J'ai compris que vous étiez déjà venu, il y a plusieurs années. Vous, Madame, vous êtes passionnée par les arts. Et chacun le sait, vous serez sensible à l'exposition du musée Guimet qui permettra aux Français de découvrir les trésors de la dynastie des Han. Parallèlement, vous savez que les chefs d'œuvre de l'impressionnisme français seront exposés en Chine.



Nous sommes attachés à la création, à l'expression, à l'émancipation, à travers la libre circulation des personnes et des idées qui constituent le socle des droits de l'Homme auxquels la France est attachée. Mais rien ne peut se faire sans la connaissance de nos langues respectives. 50 000 jeunes Français apprennent le chinois, 100 000 Chinois étudient la langue française. Là encore, nous pouvons faire davantage. Et nous devrons donner un nouvel élan à la coopération linguistique. La francophonie n'a rien à craindre. Au contraire, elle peut, en Chine, trouver une force d'expression considérable. La France accueille 35 000 étudiants chinois. Avec le Premier ministre et le gouvernement, nous faisons en sorte qu'il y ait davantage de

jeunes Français qui aillent étudier en Chine et de jeunes Chinois qui viennent ici partager leur connaissance.

Monsieur le Président, Madame, il y a cinquante ans, le Général de GAULLE en avait ainsi décidé : la France et la Chine reprenaient le fil d'une conversation qui s'était interrompue et qui pourtant n'avait jamais cessé, siècle après siècle, comme une compréhension de nos civilisations respectives.

Aujourd'hui, c'est une nouvelle page que nous devons écrire. Elle est scientifique, elle est économique, elle est culturelle. La Chine et la France font le choix de l'ouverture. Nous faisons le choix de la compétition. Nous faisons le choix d'un développement durable et harmonieux. C'est tout le sens que nous devons donner à l'amitié entre la France et la Chine, qui reste une promesse, une espérance, mais aussi par bonheur, grâce à vous, une réalité.

Je lève mon verre à cette amitié entre la France et la Chine qui trouve ici sa plus belle traduction. Merci.